

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N° 2023_059,

Objet : Modification de la régie d'avances accueil-loisirs activ'jeunes

Le Maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes relevant des organismes publics et de leurs établissements publics (décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005),

Vu la décision municipale n°2013.233 en date du 22 juillet 2013 instituant une régie d'avances accueil-loisirs activ'jeunes

Vu la délibération N° 2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions

Vu les délibérations n°2019_090 et n°2020_131 relatives au RIFSEEP qui fixent la majoration de l'IFSE susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la collectivité

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du **10 MAI 2023**

DECIDE

Le Comptable public,
Responsable du Service de Gestion Comptable
de SAINT-MARCELLIN
Jean-Christophe PLENERT

Article 1^{er} – Cette décision abroge et remplace la décision n°2021-088 à compter du 11 mai 2023. Il est décidé la modification des articles suivants (3, 4 et 6) pour la régie d'avance accueil-loisirs activ'jeunes.

Article 2 – Cette régie est installée au sein du service scolaire au 2 boulevard Riondel 38160 Saint-Marcellin.

Article 3 – Cette régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses courantes alimentaires denrées périssables ne pouvant pas être emportées (pain, lait, ...)

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

.../...

N° 2023_ 059 suite 1,

- Entrées loisirs et culture (par exemple piscine, club équestre, musée... ne pouvant être mandatées avant le départ) dans la limite du nombre d'enfants accueillis
- Petits matériels au 60632 (piles, ...)
- Frais de transports (tickets tram, métro...), parking, consignes de bagages
- Frais médicaux d'urgence (pharmacie...)
- Les dépenses engendrées par les sorties et voyages du Conseil Municipal des Jeunes, ne pouvant être mandatées avant le départ et dans la limite du nombre de participants présents

Article 4 – Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées en espèces et en CB.

Article 5 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DGFIP de Grenoble.

Article 6 – Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 500 €.

Article 7 – L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées dans leurs actes de nomination.

Article 8 – Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses au retour de chaque camp et au minimum une fois par mois.

Article 9 – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination.

Article 10 – Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 11 – Le Maire et le comptable public assignataire de Saint-Marcellin sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 – La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et publiée par affichage.

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

Article 13 – Ampliation de la présente décision sera adressée aux services financiers de la mairie, au régisseur, au suppléant, et deux au comptable.

.../...

N° 2023_059 suite 2

Article 14 - La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 15 - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Saint Marcellin, le 11 mai 2023

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

Rendu exécutoire après transmission en Préfecture le
Et affichage le